

[Text]

méthodes possibles de coordination entre ces différents corps. Vous soulevez une question qui est très importante et sur laquelle je n'ai pas à me prononcer, parce que je n'ai pas étudié cette chose-là d'une façon tout à fait spécifique: c'est la décentralisation au niveau régional. Remarquez bien que théoriquement cela peut très bien se défendre, mais cela va certainement poser des problèmes de coordination à un niveau plus élevé, soit au niveau provincial ou au niveau fédéral.

M. Gendron: Je suis bien d'accord. On dit que c'est la balkanisation du Canada ou de la province. Mais par contre, et j'en reviens à ma première question, quel le est votre philosophie de base? Les régions rurales sont frustrées de voir les meilleurs éléments, et les plus dynamiques, les jeunes, qui ont été préparés à même les deniers publics de la région, à même la taxation municipale et scolaire et autres, de les voir partir, dis-je, pour la grande ville. Ils ne peuvent rien faire pour modifier le cours des événements et ils sont convaincus qu'on n'aménage pas de cette façon le territoire en relation avec les aspirations humaines des gens. Les gens aimeraient pouvoir travailler, se développer dans le milieu ou dans la région qui les a vus naître et faire bénéficier les autres de leurs connaissances, mais c'est impossible. Ils se disent. «Il faudrait vraiment avoir un organisme quelconque qui soit notre porte-parole sur ce plan et entraîner une véritable décentralisation économique, un meilleur équilibre économique à travers le pays et la province».

L'expérience tentée dans le territoire pilote a été un immense sentiment de frustration sur ce plan-là. De telle sorte que si des organismes de consultation comme le vôtre ou des professeurs d'université parlaient de cette expérience pour dire: «C'est ce qu'on doit généraliser à travers la province», je dirais: «Prenez-y garde parce qu'il ne faudrait tout de même pas généraliser ce sentiment de frustration que connaît le territoire».

M. Daneau: Remarquez bien que tout ce que je peux dire pour le moment, c'est que ce Conseil n'a pas porté encore de jugement de valeur sur la stratégie du développement du ministère de l'Expansion économique régionale. C'est relativement nouveau, je l'ai mentionné tout à l'heure, on ne connaît pas encore quelles vont être les incidences réelles de ces programmes dans le milieu, non seulement urbain, mais rural et je pense qu'on est un peu une période d'attente.

Remarquez bien que théoriquement vous avez raison; ceci peut avoir des effets néfastes dans les milieux ruraux et dans les petites villes, comme celles de votre région, par exemple. Théoriquement, c'est possible que cela se produise.

M. Gendron: Est-ce que vous avez pris connaissance du rapport du Conseil d'orientation économique de l'Ontario qui préconise justement pour le gouvernement de la province de l'Ontario, ce genre de gouvernement régional avec des pouvoirs accrus?

M. Daneau: Malheureusement, non.

M. Gendron: Est-ce que le Conseil en a pris connaissance?

Dr. T. Espie (Executive Director, Canadian Council on Rural Development): Could you repeat the name of that report, sir?

• 1610

Mr. Gendron: It is the Economic Council of Ontario; this report was made to the provincial government of Ontario...

[Interpretation]

between these elements. You raise a very important point on which I do not have to give my views because I did not study this field in any political way; it is the question of decentralization at the regional level. In theory, it may well be argued for, but there will certainly be problems of coordination at the higher level, either on the provincial or federal scene.

Mr. Gendron: I know. Some say it is the balkanization of Canada or the province. However, and I come back to my first question, what is your basic philosophy? The rural regions are frustrated to see their best elements, their most dynamic elements, the young people, after they have been prepared with the public funds of the region, with municipal and school taxation, leave for the city. They can do nothing to modify the situation and they are convinced that you should not proceed in such a way with regards to the aspirations of the people. These people would like to work and develop in the surroundings or in the regions, where they were born. They would like to make available their knowledge, but this is impossible. They say that it would be nice to have an organization, any organization, which could act as their spokesman on that level and to see a real economic decentralization, a better economic balance throughout the country and the province.

The experience made in the pilot region has created a tremendous feeling of frustration in that regard. So much so, that if advisory groups such as yours or university professors concluded from that experience that it must be repeated throughout the province, I would say: "Be careful, because certainly, this feeling of frustration should not spread all over."

Mr. Daneau: All I can say for now is that the council has not made a value judgement yet on the development strategy of the department of regional economic expansion. It is relatively new, as I said a minute ago, the real implications of these programs in the environment are not known yet, not only in cities, but also in rural regions and I think that we are in a sort of waiting period.

Mind you, in theory, you are right; the effects can be negative in rural regions and small towns, your region is an example. In theory, it is possible.

Mr. Gendron: Did you see the report of the economic orientation council of Ontario which proposes to the government of the province, Ontario, this kind of regional government with more powers?

Mr. Daneau: Unfortunately not.

Mr. Gendron: As the council seen it?

M. T. Espie (Directeur général, Conseil canadien de l'aménagement rural): Pourriez-vous répéter le nom de l'organisme qui a publié ce rapport?

Mr. Gendron: Il s'agit du Conseil d'orientation économique de l'Ontario; ce rapport a été présenté au gouvernement de l'Ontario.